



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

réparation automobile

Question écrite n° 22637

Texte de la question

Mme Martine Aurillac attire l'attention de M. le secrétaire d'État chargé des affaires européennes sur la libéralisation du marché des pièces détachées visibles destinées à l'entretien et à la réparation des automobiles. Le Parlement européen a adopté le 12 décembre 2007 la proposition de la Commission européenne dite « eurodesign » ou « clause de réparation » visant à supprimer le monopole des constructeurs sur les pièces détachées visibles destinées à l'entretien et à la réparation des véhicules, en assortissant la mise en oeuvre de cette mesure d'une période de transition maximum de cinq ans. Le conseil des ministres européens devra prochainement se prononcer sur cette réforme, déjà appliquée dans tous les pays limitrophes de la France. Cette mesure, si elle est appliquée à terme en France, pourrait faire baisser le prix desdites pièces de 20 à 30 % et entraînerait une baisse corrélative des primes d'assurance d'environ 10 %, ce qui ferait augmenter le pouvoir d'achat des Français dont une part importante du budget est consacrée à l'automobile. Aussi, elle souhaite connaître la position du Gouvernement sur ce sujet.

Texte de la réponse

Le 14 septembre 2004, la Commission a adopté une proposition de directive modifiant la directive n° 98/71 CE du 13 octobre 1998 sur la protection juridique des dessins ou modèles. Cette proposition concerne la protection du dessin des pièces de rechange qui servent à rendre l'apparence initiale aux produits complexes, comme les véhicules automobiles ou les téléphones portables. Le Gouvernement n'est pas favorable au projet de la commission visant à opérer une libéralisation du marché des pièces détachées pour des raisons tenant principalement à la politique globale de l'Union européenne en matière de protection de droits de propriété intellectuelle et aux conséquences négatives pour la compétitivité de l'Union européenne. La proposition de la Commission européenne n'apparaît pas cohérente avec la politique de l'Union européenne en matière d'innovation et de protection de droits de propriété intellectuelle. Elle constituerait une brèche sans précédent dans la stratégie globale de l'Union européenne et donnerait un signal négatif quant à son attitude face à la propriété intellectuelle en général. La protection conférée par les droits de propriété intellectuelle est, en effet, indivisible. Cette protection s'attache aux créations dans tous les domaines qui supposent des investissements. Elle ne devrait donc pas être refusée aux pièces détachées automobiles qui sont le produit de la création et de l'investissement. Concernant plus particulièrement le secteur de l'automobile, une libéralisation totale du marché secondaire des pièces de rechange affecterait les constructeurs qui ne pourraient pas rentabiliser leurs investissements. Les formes des véhicules, de plus en plus élaborées, nécessitent en effet pour les constructeurs des travaux de recherche et de développement en forte croissance, notamment pour l'introduction de nouveaux matériaux. La suppression de la protection encourt, en outre, le risque de voir apparaître sur le marché des pièces de moindre qualité et présentant un danger accru en cas d'accident. Une pièce de carrosserie n'est pas seulement une forme, c'est aussi un matériau, des normes techniques qui en font un élément de la sécurité de l'utilisateur et des tiers automobilistes et piétons. Autoriser la reproduction de la forme alors que les contrôles sur la sécurité ne peuvent être exercés avant la mise sur le marché des pièces représente un réel danger. Afin de répondre aux normes de sécurité, les pièces détachées doivent s'inscrire

dans une structure globale, avoir subi des tests de validation sur des véhicules complets.

Données clés

Auteur : [Mme Martine Aurillac](#)

Circonscription : Paris (3^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 22637

Rubrique : Automobiles et cycles

Ministère interrogé : Affaires européennes

Ministère attributaire : Affaires européennes

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 13 mai 2008, page 3910

Réponse publiée le : 10 juin 2008, page 4880